

MASSES ET MINORITES A LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE STRATEGIE

Les sociétés capitalistes s'enlisent dans une crise dont personne ne peut prédire l'issue. On commence à réaliser qu'il s'agit d'une épreuve différente des autres, qui ne sera pas la répétition des anciennes crises que l'on disait *cycliques*. Mais on a du mal à imaginer à présent que les choses puissent se terminer autrement qu'à l'accoutumée, c'est-à-dire, après une longue période de stagnation, par une reprise puis par un boom économique et, en fin de compte, par une relance à grande échelle du capitalisme.

Comme dans toute grande tourmente, il semble qu'une prise de conscience collective de la nature exacte des problèmes ne parviendra que difficilement à s'établir. D'un côté les différentes catégories de population qui arrivent tant bien que mal à se sortir d'affaire ont tendance à sous-estimer la gravité de la situation, tandis que d'un autre côté la masse immense de ceux qui sont submergés par les difficultés quotidiennes, qui n'ont ni le temps ni les moyens de penser par eux-mêmes, s'en remettent à ce que la presse et la télévision, les dirigeants politiques et syndicaux leur disent. Les rencontres de Bologne, cependant, auront peut-être constitué, pour l'Italie, un début de prise de conscience pour une partie importante de cette masse des « *oubliés de la grande politique* ».

La réalité des contradictions sociales tend à échapper de plus en plus aux clivages traditionnels — la gauche, la droite, le centre — aux grandes démonstrations syndicales avec leur cérémonial, tout leur théâtre des luttes. Parallèlement à cette agitation de surface, c'est un nouveau type de fonctionnement politique qui est en train de se mettre en place. Deux types de phénomènes nous permettent d'en repérer l'émergence dans un certain nombre de pays européens :

— le développement d'un nouveau mode de totalitarisme d'Etat, relayé par les bureaucraties syndicales et politiques,

— le développement de nouvelles formes d'expression populaire échappant au quadrillage traditionnel des organisations du mouvement ouvrier.

La conjonction entre les appareils d'Etat, dans leur acception traditionnelle, et les bureaucraties du mouvement ouvrier a conduit à des résultats très spectaculaires, du type goulag, en U.R.S.S., dans les démocraties populaires et en Chine. On a longtemps pensé que la tradition démocratique occidentale, l'évolution des partis communistes vers l'autonomie (la tendance au polycentrisme puis à l'eurocommunisme), l'humanisme des partis socialistes, garantissaient nos sociétés contre ce type d'évolution. Il est vrai que les conditions nationales sont très différentes les unes des autres et que les modalités d'assujettissement des masses n'empruntent pas les mêmes voies. (Faut-il répéter que nous n'avons jamais prétendu, comme on a voulu nous le faire dire à propos de l'appel des intellectuels français contre la répression en Italie, qu'il existait dans ce pays des camps de concentration, des goulags de type soviétique ou un système de parti unique ?) Mais quelles que soient ces différences de situations, un trait évolutif commun semble s'imposer partout et cela d'une façon irréversible : les transformations des forces productives, les « nécessités » du contrôle social conduisent les pouvoirs d'Etat à ne plus s'appuyer uniquement sur les moyens traditionnels de coercition, de police, d'armée, mais à exercer leur pouvoir également à travers une multitude d'« institutions-relais » et de mass média. Ainsi ce sont non seulement l'ensemble des domaines de la vie sociale et de la vie économique qui tendent à être modelés, quadrillés, contrôlés, mais également chacun des rouages de la vie régionale, municipale, sportive, familiale. Ce qui est paradoxal, dans cette évolution, c'est qu'à mesure que l'hydre étatique développe ses tentacules, y compris dans la vie intime de chaque individu, elle se révèle impuissante à intervenir au niveau des grandes questions économiques et sociales mettant en jeu les équilibres internes des différentes nations, ou bien les opposant les unes aux autres. Il est manifeste que les pouvoirs étatiques sont à peu près dépourvus de toute prise réelle sur des questions comme celles de l'évolution du marché des matières premières, des grands choix technologiques, des grands choix écologiques, des grands choix stratégiques, des grands choix démographiques, etc.»

En réaction à cette « tyrannie impuissante » du pouvoir d'Etat, une nouvelle sorte d'activité, de vie politique est donc à la recherche

d'elle-même, niais une vie politique dont les objets seraient plus proches de la vie réelle des individus, qui se préoccuperaient, pour la première fois depuis longtemps, de leur environnement immédiat, de leurs désirs. Bref, une politique qui n'aurait pas grand-chose à voir avec celles qui étaient associées aux idéologies traditionnelles de la gauche.

Je crois que, de ce point de vue, l'expérience italienne est tout à fait exemplaire. Elle nous éclaire sur la voie dans laquelle s'engagent les sociétés capitalistes. D'une part on assiste en Italie à la décomposition d'un certain type de rapports de production; toute une morale du respect du travail, du respect de l'économie marchande est en train de s'effriter — et d'autre part on assiste à la recherche, par les grandes formations de pouvoir, d'une nouvelle formule politique. La bourgeoisie capitaliste a compris la nécessité pour elle de renoncer aux systèmes démocratiques traditionnels, par exemple au système de l'alternance démocratique de type anglais, ou de l'alternance de type « front populaire » de style français. Avec le compromis historique, la classe politique italienne essaie de mettre en place un système de contrôle social s'appuyant sur le consensus populaire le plus large. Ce qui est expérimenté en Italie, c'est une méthode de gouvernement, une méthode d'autoritarisme démocratique, de disciplinarisation des masses, s'appuyant sur les masses elles-mêmes, ce qui implique, cela va sans dire, l'utilisation de techniques d'intoxication par la propagande, par les mass-media, d'une intensité particulière.

C'est ainsi que depuis quelques mois, toute la presse et les télévisions — ou peu s'en faut — se sont employées à démontrer que tous les problèmes importants de l'Italie étaient en passe d'être résolus à partir du moment où précisément le Parti Communiste avait réussi à passer un accord avec la Démocratie Chrétienne. Les dirigeants communistes italiens ne cessent de faire appel à un sursaut national. Maintenant qu'ils sont aux portes du pouvoir, ils entendent apparaître comme les sauveurs de l'Italie, et pour cela, en premier lieu, ils prétendent redresser son économie, imposer des sacrifices et des mesures d'ordre aux masses populaires. Mais de quel ordre s'agit-il et de quelle sorte d'Italie ? Manifestement de l'Italie de toujours, c'est-à-dire de celle de la corruption bourgeoise. Et ce qu'il y a de plus consternant dans cette politique de compromission du Parti Communiste Italien, c'est qu'elle ne peut même pas se targuer d'un minimum de réalisme, ce réalisme

au nom duquel bien des gens accepteraient peut-être les sacrifices en question s'ils en escomptaient un minimum de résultats pratiques. En effet il est impossible, jusqu'à ce jour, de comprendre par quelle sorte de moyens les communistes italiens espèrent atteindre leurs objectifs de stabilisation. Aucun gouvernement italien dans le cadre du système actuel ne peut espérer avoir une prise quelconque sur le développement de la crise monétaire, de la crise de production, du chômage, etc. En fait, les communistes italiens ne font rien d'autre que de se cramponner au statu quo existant, tandis que des millions de chômeurs se débattent dans des difficultés inextricables, et que des millions de jeunes se voient interdire toute perspective d'avenir.

Mais pour la presse, pour la radio, pour la propagande, rien de cela n'existe. Seule compte la fiabilité du compromis historique : « *Les travailleurs, les femmes, la jeunesse, font confiance au Parti Communiste; l'alliance avec la Démocratie Chrétienne et les autres partis de l'arc constitutionnel est en train de sortir l'Italie de la crise, 90 % de la population italienne approuve le programme du compromis historique.* » Tout cela est absurde ! Dans l'état d'intoxication générale de l'opinion, que peut bien signifier le fait que 90 % de l'électorat vote pour les partis au pouvoir. Pense-t-on vraiment que les procédures électorales actuelles permettent aux masses d'exprimer leur opinion ?

Corollaire à cet axiome premier de la confiance des masses dans le P.C.I. : « *Rien ne saurait exister à la gauche des communistes, mis à part une poignée de fascistes, de gauchistes, de terroristes, de drogués, de déclassés que l'on peut d'ailleurs assimiler les uns aux autres...* » C'est dans ce contexte de manipulation de l'opinion par les mass média qu'une répression très dure s'est abattue sur les militants d'extrême-gauche et sur les groupes de marginaux après les mouvements de révolte de mars 77 (qui ont été particulièrement violents à Rome et à Bologne). Au nom des amalgames les plus invraisemblables, sous le prétexte de réprimer des militants qui sont passés à la lutte armée contre des « petits chefs » dans les entreprises, contre des patrons, contre les journalistes stipendiés, on a commencé à emprisonner des centaines de militants en les chargeant d'accusations gratuites (accusations d'autant plus difficiles à vérifier que la plupart des procès n'ont pas été instruits jusqu'à présent).

A l'origine, le colloque de Bologne n'avait d'autre prétention que de permettre à un certain nombre d'intellectuels européens de rencontrer

L'ITALIE A TRAVERSO

différentes composantes du mouvement pour affirmer leur solidarité contre cette répression, cautionnée par le Parti Communiste Italien, et aussi de tenter de dégager un certain nombre de perspectives d'avenir. En effet, il apparaît de plus en plus clairement qu'on ne pourra pas se contenter indéfiniment d'actions défensives contre la répression et qu'il sera nécessaire d'envisager des actions offensives contre le développement des nouveaux types de totalitarisme qui sont en train de s'instaurer en Europe.

Cette prétention de l'extrême-gauche italienne et des « autonomies » au sens large (c'est-à-dire en incluant les différents mouvements féministes de libération sexuelle, les mouvements écologistes, etc..) et des intellectuels est aussitôt apparue comme un véritable scandale aux yeux des dirigeants communistes. Il ne pouvait s'agir là que d'une « provocation », d'une « agression » contre le vieux bastion démocratique que constitue la ville de Bologne. Une telle pustule ne pouvait être que fasciste et elle devait être immédiatement extirpée. Dès la diffusion de l'appel des intellectuels français contre la répression, dès l'annonce des rencontres de Bologne, une immense campagne journalistique fut alors orchestrée²⁴. Les arguments les plus invraisemblables furent lancés dans la presse : un « squadrisme » fasciste était en train de renaître. Les rencontres de Bologne étaient comparées à la marche sur Rome des « chemises noires » en 1922. Tout fut mis en œuvre pour effrayer la population de Bologne, pour l'apeurer (ce qui eût pour conséquence, lors de ces rencontres, de rendre les échanges pratiquement impossibles entre elle et les jeunes).. Tandis que le ministre de l'Intérieur, M. Cossiga, annonçait qu'il allait envoyer cinq mille hommes de renfort, puis se reprenant, six mille, puis quinze mille sur Bologne, le Parti Communiste faisait savoir qu'il était prêt, pour sa part, en quelques heures, à faire converger sur le centre de la ville soixante-dix mille militants... A Modène, cinq cent mille personnes, M. Berlinguer couronna cette campagne en insultant les organisateurs de la rencontre et en traitant d'« untorelli », c'est-à-dire de porteurs de peste, tous ceux qui s'y rendraient. En fin de compte, les seuls à garder la tête froide, dans cette incroyable escalade de la presse, de la télévision et des dirigeants politiques, ce furent les différentes

24. Le comportement de la presse italienne, de ce point de vue, a été tout à fait comparable avec celui de la presse Springer lorsqu'elle dénonça les rassemblements écologistes...

composantes organisées du mouvement et des autonomies. Les autorités de la ville se résignèrent à négocier avec elles un compromis sur les différentes modalités pratiques qui devaient rendre possible la tenue de ces rencontres dans des conditions normales.

Devant le succès extraordinaire des rencontres — plus de quatre-vingt mille personnes venues de toute l'Italie, et de nombreux pays d'Europe et cela malgré le chantage, malgré les menaces —, devant leur caractère pacifique, et même on peut dire leur caractère de fête (bien que des divergences très fortes s'y manifestèrent entre les différentes composantes du mouvement et des autonomies) on aurait pu penser que l'opinion publique allait se rendre à l'évidence : le Parti Communiste et la presse italienne n'avaient cessé de mentir durant toute la préparation de ces journées ! Mais dès la fin des rencontres, aussitôt après la grande manifestation du 25, on assista à un brusque tournant de l'ensemble des media. Tous se mirent à entonner un seul chant à la gloire du Parti Communiste et du pouvoir d'Etat : *« C'est le Parti Communiste qui a vaincu ; les autorités municipales de Bologne ont révélé à la face du monde qu'elles étaient capables de supporter un tel choc et de rendre pacifique toute cette masse de jeunesse, travaillée par des factions violentes, les groupes autonomes ont été isolés ; les intellectuels qui ont dénoncé la répression ont été ridiculisés. »* Pas un mot sur le fait que quatre-vingt mille jeunes n'ont cessé, pendant ces trois jours, de dénoncer tout à la fois la répression qui frappe les militants de gauche et les conséquences du compromis historique.

Mais de telles falsifications ne pouvaient avoir d'effets qu'à court terme. Et l'escalade du mensonge allait buter comme d'elle-même contre sa propre absurdité. Au bout de quelques jours, à la suite de l'assassinat d'un militant de « Lotta Continua », on vit à nouveau des centaines de milliers de jeunes manifester dans toutes les grandes villes de l'Italie, mais cette fois de la façon la plus violente en incendiant les permanences fascistes. Alors la presse s'est écriée : *« Mais comment comprendre cette jeunesse ? Il y a quelques jours, elle faisait preuve de maturité en isolant les groupes extrémistes à Bologne, et voilà qu'à nouveau elle s'adonne à la violence ! »* Comment comprendre ? La meilleure méthode, la seule méthode pour comprendre, c'est d'écouter ce que les gens vous disent, c'est de ne pas parler à leur place, c'est de ne pas défigurer systématiquement ce qu'ils tentent de vous dire...

Pourquoi Bologne ? Pourquoi cette escalade ? Pourquoi cette sorte d'événements ? Sans doute faudrait-il analyser les conditions qui se sont trouvées réunies à Bologne, en particulier, l'expression originale, « transversaliste », des militants qui furent les animateurs de « Radio Alice », sans doute faudrait-il revenir sur des événements de mars et sur l'extrême violence de la répression qui a conduit l'ensemble des jeunes dans cette ville à un niveau de prise de conscience supérieur de la réalité sociale italienne. Mais ces rencontres ont pris *une portée nationale* (et même internationale) parce que rien dans le système italien ne laissait prévoir qu'elles fussent possibles. Rien au niveau des forces politiques traditionnelles, cela va de soi, mais également rien au niveau des structures organisées du mouvement révolutionnaire italien. Les rencontres de Bologne ont été l'occasion pour des forces sociales, qui ne se reconnaissent pas ou qui ne se reconnaissent que difficilement dans les mouvements organisés, de se manifester au grand jour, *en tant que force politique*. Ce qui est apparu ici, ce n'est ni une révolte petite bourgeoise, ni l'amorce d'une révolution prolétarienne, mais l'expression de tout un métabolisme souterrain, de toute une série de « révolutions moléculaires » qui sont la condition de tout changement social réel. Ce qui est en cause, en de tels mouvements, ce sont des rouages sociaux et personnels qui ne sont généralement pas pris en compte par les mouvements politiques habituels : les rapports homme/femme, adulte/ enfant, les rapports au travail, à l'argent, aux loisirs, au corps, à l'environnement... On est en présence ici d'une remise en question générale du statut de la « normalité » à laquelle tout le monde est tenu de se plier. Les groupes politiques et les théoriciens qui prétendraient faire passer une ligne de classe à travers chacun de ces « fronts » devraient se livrer à des exercices fort compliqués, voire tout à fait absurdes ! D'où leur difficulté à se « reconnaître » à travers ces luttes et également à les reconnaître. Cette coupure entre le militantisme classique et la masse des jeunes qui est venue à Bologne était sensible avec ce qui s'est joué dans le meeting permanent du « Palais des Sports ». Non seulement les milliers de personnes qui s'y étaient réunies se sont trouvées quelque peu coupées des dizaines de milliers de jeunes qui discutaient dans tout le reste de la ville, mais même à l'intérieur de ce meeting, le style d'affrontement et de discours qui a été tenu par une poignée de leaders a été très

souvent ressenti comme étant étranger aux aspirations de la grande masse des participants.

Cependant, on devrait se garder de conclure de cela que des mouvements tels que « Lotta Continua », « Autonomia Operaria » aient réussi à « instrumentaliser » — pour reprendre une expression maintenant consacrée — les jeunes qui étaient venus à Bologne. Les choses, en effet, sont sans doute beaucoup plus complexes. Et c'est peut-être même l'inverse qui s'est produit. Tout un courant nouveau, toute une masse de marginaux, de jeunes, de chômeurs, à la recherche de sa propre identité politique, a « utilisé » les mouvements existants, les « autonomies » organisées, les organes de presse de l'extrême-gauche à ce premier stade de son regroupement. Et cela, bien que leurs aspirations ne coïncident pas avec celles de leurs dirigeants et de leurs animateurs. Relevons simplement que le style « militant-militaire » de certaines autonomies n'a pas été du goût de tout le monde, que le « machisme » de nombreux dirigeants a été dénoncé par les féministes, que le style politique d'un certain nombre de journalistes d'extrême-gauche n'a pas correspondu à la sensibilité de la masse des jeunes...

Mais il n'y a pas eu pour autant isolement de ces mouvements et de ces leaders. Une sorte de complémentarité de fait, une sorte de mariage de raison, s'est instituée. Relevons, en particulier, que la grande presse s'est complètement fourvoyée — de bonne ou de mauvaise foi — quand elle a prétendu que les tenants de la violence, les Brigades Rouges, les N.A.P., etc.. avaient été rejetés, isolés à Bologne. Certes, l'immense majorité des jeunes n'approuve manifestement pas des attentats individuels dont elle ne voit pas l'utilité immédiate et dont elle voit parfaitement les inconvénients ! Mais elle considère que ces militants *font cependant partie du « mouvement »*. Et, quel que soit son désaveu de ce type de pratique, il est clair que le « mouvement » ne reste pas insensible au courage de ces militants et qu'en aucun cas il ne se désolidariserait d'eux face à la répression.

Le phénomène nouveau qui secoue l'Italie d'aujourd'hui et qui se généralisera peut-être au reste de l'Europe, consiste donc, selon moi, dans l'apparition d'un nouveau type de mouvement de masse échappant radicalement, et sans doute définitivement, aux organisations politiques et syndicales traditionnelles. Dans ces conditions, le Temps est peut-être révolu où le marginalisme traditionnel des étudiants en chômage, des

« *déclassés* », des psychiatisés, des « tau-lards », des homosexuels persécutés, etc.. ne concernait que quelques dizaines de milliers de personnes dans chaque pays. Aujourd'hui, ce sont des millions de chômeurs, de travailleurs, qui, pour survivre, sont contraints de recourir au travail au noir, de femmes qui luttent pour leur émancipation, de travailleurs du Sud — un peu l'équivalent pour la France des travailleurs immigrés — qui sont en train de constituer un nouveau prolétariat marginal et de nouer des alliances avec l'ensemble de ceux qui contestent radicalement l'ordre social existant. Toute cette masse des « laissés pour compte » du compromis historique qui ne saurait se reconnaître dans les partis, les syndicats et les groupuscules, n'en est encore qu'à la recherche de ses objectifs et de ses moyens. Ses interventions se limitent à des protestations quelquefois sans grande efficacité, à des réflexes de rejet, à une expression spontanée qui, bien entendu, ne saurait suffire pour renverser l'ordre établi et pour transformer la société. Et, sans doute, cette nouvelle force politique devra-t-elle se donner des moyens de coordination et d'expression qui lui soient propres.

Est-ce à dire qu'on peut s'attendre à ce que ce mouvement de masse tende à construire un nouveau parti révolutionnaire au sens que l'on donne habituellement à ce mot ? Pour ma part, je ne le pense pas. Ses objectifs et ses méthodes de lutte impliquent que soient mis en place des moyens d'organisation de type absolument nouveau (dans un domaine particulier, le réseau très diversifié des radios libres, en Italie, nous indique une direction très cohérente et très efficace). Aucun parti ne pourra jamais prétendre diriger ou capitaliser cette « révolution moléculaire » qui traverse aujourd'hui des catégories de plus en plus importantes de la population. Mais cela ne signifie nullement que les partis et les syndicats actuels n'aient plus aucun rôle à jouer ! Faute d'autre chose, ils contribuent, à leur façon, à faire contrepoids aux pouvoirs réactionnaires traditionnels. Il en va de même pour les groupuscules : faute d'autre chose, ils permettent au mouvement de disposer, dans cette période intermédiaire, d'un minimum de moyens de liaison. Aussi le mieux que l'on puisse espérer des uns et des autres, c'est qu'ils ne nuisent pas au développement du mouvement, et au contraire qu'ils acceptent de se faire « instrumentaliser » par lui. La municipalité de Bologne, le maire de Bologne, se sont fait « instrumentaliser » par la masse des jeunes qui avait décidé de se retrouver là, en réponse aux

provocations policières et aux provocations du Parti Communiste. Les dirigeants communistes considèrent aujourd'hui qu'il s'agit là pour eux d'une grande victoire. Souhaitons-leur de nombreuses autres victoires de ce type !

La « révolution moléculaire » se donnera ou prendra les instruments qui lui seront nécessaires ; mais son double caractère de révolution sociale et de révolution de désir la retiendra d'accepter de se lier, une fois pour toutes, à un type d'instrument particulier. Personne ne peut prétendre parler, aujourd'hui en Italie, au nom des autonomies ouvrières, au nom du mouvement féministe, au nom de la masse des chômeurs, au nom des travailleurs du Sud, au nom des marginaux et des minorités de toutes natures, et, cependant, toutes ces composantes sentent le besoin de se concerter et de définir un minimum d'objectifs communs.

Un décalage réel existe donc entre l'expression subjective du mouvement et sa réalité objective. Il s'est manifesté à Bologne sans pour autant qu'aucune proposition soit avancée pour tenter d'en limiter les effets. Peut-être que dans les mois à venir, des solutions provisoires seront trouvées. Espérons cependant qu'il ne s'agisse jamais que d'un « définitivement provisoire ». A notre sens, en effet, ce que nous appelons la « révolution moléculaire », ne pourra jamais coïncider avec les agencements molaires, avec les expressions visibles de la vie politique, avec ses rituels, avec ses discours, et cela pour la bonne raison que le désir ne coïncidera jamais avec une expression formelle coupée de la réalité. Une contestation permanente devrait donc s'établir non seulement vis-à-vis de l'ordre établi, *quel qu'il soit*, mais également *au sein* de l'ordre contestataire lui-même. Il n'y a là nulle foi dans un irrationalisme, nulle option spontanéiste a priori ! Mais le résultat simplement de la rationalité du désir des masses qui ne saurait trouver son expression et ses moyens d'organisation dans les structures existantes. Changer le monde, changer les rapports sociaux, changer les rapports de désir, implique tout à la fois d'en finir avec l'ancienne rationalité morbide, absurde, des pouvoirs en place, mais aussi de ne jamais laisser s'instituer de nouvelles formations de pouvoir despotiques interdisant aux singularités de désir de trouver leur voie.

Félix Guattari.